Journal officiel
de l'Union européenne

FR
Série C

C/2025/2817

6.6.2025

RAPPORT SUR LA GESTION BUDGÉTAIRE ET FINANCIÈRE

SECTION I: PARLEMENT EUROPÉEN

EXERCICE 2024

(C/2025/2817)

SOMMAIRE

Page

INTRODUCTION 2

I. APERÇU DES ACTIVITÉS DU PARLEMENT EN 2024 2

II. ÉVOLUTION DU BUDGET DU PARLEMENT PAR COMPARAISON AVEC LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 5

III. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE EN 2024 5

A. Budget initial et budget final 7

B. Engagements et paiements 7

C. Reports de crédits de 2024 à 2025 8

D. Utilisation des reports de 2023 à 2024 8

E. Recettes 8

F. Crédits ouverts sur recettes affectées 9

G. Annulations de crédits courants pour l'exercice 9

H. Virements 9

I. Exécution budgétaire par chapitre 10

LISTE DES ANNEXES

Annexe I — Relevé des virements C au cours de l'exercice 2024 14

Annexe II — Relevé des virements P au cours de l'exercice 2024 24

Annexe III —Exécution des crédits de 2024 27

Annexe IV —Exécution des crédits reportés de l'exercice précédent 37

Annexe V — Exécution des crédits ouverts sur recettes affectées internes 42

Annexe VI —Situation des recettes en 2024 57

Annexe VII — Projet ADENAUER II — Chiffres clés 60

LISTE DES TABLEAUX ET DES GRAPHIQUES

Tableau 1 — Utilisation des crédits 5

Tableau 2 — Recettes en 2024 et en 2023 (*Fonds 4 reporté et Fonds 8*) 8

Tableau 3 — Analyse des virements C par catégorie de dépense et par objectif 9

Tableau 4 — Évolution des engagements de crédits en 2024 par rapport à 2023 10

INTRODUCTION

1. Le rapport ci-dessous analyse la gestion budgétaire et financière du Parlement pour l'exercice 2024 Il décrit l'utilisation des ressources financières ainsi que les événements qui ont eu une influence notable sur les activités tout au long de l'exercice. Il a été rédigé conformément à l'article 255 du règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil ([1]), ci-après le «règlement financier». L'analyse effectuée se fonde sur les comptes budgétaires provisoires arrêtés par le Comptable.

2. En 2024, la situation géopolitique globale est restée largement tributaire des conflits en cours en Ukraine et au Proche-Orient.

3. L'inflation dans la zone euro, ramenée à 5,4 % pour l'année 2023, a continué de baisser pour atteindre un taux d'inflation annuel de 2,4 % pour 2024 selon les données publiées par Eurostat (Euro indicateurs) le 17 janvier 2025 ([2]).

4. Le 16 juillet, le 10e législature a débuté à la suite des élections tenues entre le 6 et le 9 juin dans les 27 États membres. Pendant la période de transition entre les deux législatures, les services compétents du Parlement ont assuré un soutien optimal aux députés sortants et aux nouveaux élus, aux assistants parlementaires accrédités (APA) et au reste du personnel.

5. En 2024, le Parlement s'est vu allouer un budget de 2 383 millions d'EUR, ce qui correspond à une augmentation de 6,05 % par rapport à 2023 et représente ainsi 20,24 % de la rubrique 7 du cadre financier pluriannuel (CFP). L'année 2024 marquait le quatrième exercice du CFP 2021 - 2027 actuel.

6. Durant l'exercice 2024, les engagements du Parlement se sont élevés à 2 375 millions d'EUR du budget alloué, ses paiements à 2 038 millions d'EUR (85,8 % du montant engagé) et ses reports à 2025 à 336,7 millions d'EUR (14,2 % du montant engagé). Il n'y a pas eu de crédits reportés non automatiquement de 2024 à 2025.

I. APERÇU DES ACTIVITÉS DU PARLEMENT EN 2024

Élections au Parlement européen

7. Les élections européennes de juin ont scindé en deux l'année 2024 pour le Parlement: la première moitié de l'année a été consacrée à l'activité législative tandis que la deuxième moitié a vu le début de la nouvelle législature.

8. 50,74 % des citoyens de l'Union disposant du droit de vote ont participé aux élections, soit légèrement plus qu'aux dernières élections de 2019. La campagne électorale et d'information du Parlement y a contribué.

9. La fin de la législature a été marquée par une intensification des travaux législatifs, la Présidente du Parlement ayant signé 48 actes législatifs contre 15 au cours de la même période en 2023. Au total, 146 actes ont été signés en 2024 contre 77 en 2023.

10. La session constitutive de la 10e législature du Parlement européen s'est tenue le 16 juillet 2024. Avec 50,5 %, la part des nouveaux députés est largement inférieure à celle de la législature écoulée et aux 60 % sur lesquels le budget 2024 du Parlement avait été établi.

11. Le nouveau Parlement compte huit groupes politiques, soit un de plus qu'au cours de la législature précédente.

12. Le 11 septembre 2023, le Bureau a modifié les mesures d'application du statut des députés au Parlement européen avec effet au 16 juillet 2024. Ces modifications visent à assurer une sécurité et une cohérence juridique renforcées, davantage de flexibilité et de simplification ainsi qu'une réduction du risque financier pour le Parlement.

([1]) Règlement (UE, Euratom) 2024/2509 du Parlement européen et du Conseil du 23 septembre 2024 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L, 2024/2509, 26.9.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/2509/oj).

([2]) https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-euro-indicators/w/2-17012025-ap.

Le Parlement, organe indépendant de l'Union européenne

13. Suite aux recommandations du groupe de travail «Parlement 2024», la Conférence des présidents a adopté le 7 décembre 2023 un ensemble de mesures de réforme, approuvées ensuite par la plénière en avril 2024, portant sur la législation, le contrôle, les fonctions et le contrôle budgétaires, la plénière et les relations extérieures. Les propositions de réforme visent à améliorer le fonctionnement du Parlement en tant que colégislateur, branche de l'autorité budgétaire et autorité de décharge.

14. Dans ce contexte, le Bureau a décidé en septembre 2024 de créer quatre directions générales, chargées des activités législatives, budgétaires et de contrôle, à partir de l'actuelle direction générale des politiques internes (DG IPOL). Il a également été proposé de transférer l'actuelle direction de la coordination législative et des commissions au secrétaire général adjoint compétent afin d'assurer une meilleure coordination entre les nouvelles entités.

L'attractivité du Parlement

15. En 2024, la direction générale du personnel (DG PERS) a publié quatre concours réservés à certains nationalités (néerlandaise, autrichienne, luxembourgeoise et chypriote) sur la base des dispositions générales d'exécution adoptées par le Bureau fin 2022 afin de régler le problème du déséquilibre géographique au sein du personnel du Parlement.

16. Dans le cadre du programme relatif à l'attractivité du site de Luxembourg, le fait le plus notable a été la négociation et l'adoption par le Bureau, fin 2024, d'une décision interinstitutionnelle commune relative à une indemnité de logement pour le personnel des grades inférieurs qui vit et travaille au Luxembourg. Cette indemnité de logement sera versée à compter de 2025.

Transformation numérique et cybersécurité

17. Le règlement (UE, Euratom) 2023/2841 du Parlement européen et du Conseil ([3]) sur la cybersécurité, entré en vigueur en janvier 2024, établit des mesures pour un niveau commun élevé de cybersécurité dans les institutions européennes et introduit une série d'exigences obligatoires pour toutes les entités de l'Union.

18. Afin de renforcer les capacités de cyberdéfense du Parlement, des spécialistes de la sécurité des TIC ont continué d'être recrutés en 2024 pour atteindre un total de près de 40 agents recrutés au cours des deux dernières années.

19. Un cadre de gouvernance pour l'intelligence artificielle (IA) a été adopté par le Bureau le 11 mars 2024 et prévoit notamment une analyse approfondie des risques associés à l'utilisation des nouvelles technologies. Parallèlement, un «règlement européen sur l'IA» ([4]) est entré en vigueur le 1er août 2024 et ses dispositions seront applicables à compter de 2025.

Bâtiments

20. En ce qui concerne les grands projets immobiliers en 2024, la situation est la suivante:

— À Luxembourg, l'aile ouest du bâtiment ADENAUER II a été terminée et a permis de regrouper l'ensemble du personnel et des services du Parlement sous un même toit.

([3]) Règlement (UE/Euratom) 2023/2841 du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2023 établissant des mesures destinées à assurer un niveau élevé commun de cybersécurité dans les institutions, organes et organismes de l'Union (JO L, 2023/2841, 18.12.2023, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2023/2841/oj).

([4]) Règlement (UE) 2024/1689 du Parlement européen et du Conseil du 13 juin 2024 établissant des règles harmonisées concernant l'intelligence artificielle et modifiant les règlements (CE) nº 300/2008, (UE) nº 167/2013, (UE) nº 168/2013, (UE) 2018/858, (UE) 2018/1139 et (UE) 2019/2144 et les directives 2014/90/UE, (UE) 2016/797 et (UE) 2020/1828 (règlement sur l'intelligence artificielle) (JO L, 2024/1689, 12.7.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg/2024/1689/oj).

— À Strasbourg:

— Les travaux d'amélioration de l'accessibilité, de la sécurité et de l'équipement technique de l'hémicycle de Strasbourg ont débuté en 2024 et se dérouleront progressivement jusque 2026 afin de limiter au maximum les perturbations dans l'utilisation normale de l'espace.

— Les travaux d'aménagement du bâtiment VEIL entamés le 8 janvier 2024 se sont déroulés comme prévu, les étages ayant été achevés fin octobre 2024.

— Un nouveau pavillon pour le contrôle de la sécurité et l'accueil des visiteurs dans le bâtiment WEISS a été terminé à temps pour le début de la nouvelle législature en juillet 2024.

— À Bruxelles:

— La proposition de rénovation du bâtiment SPAAK et le plan de mise en œuvre ont été approuvés le 11 décembre 2023 par le Bureau et le 14 février 2024 par la commission des budgets. Compte tenu des restrictions budgétaires, l'ordonnateur peut recourir à l'article 272, paragraphe 6, du règlement financier, qui prévoit la possibilité de contracter des prêts pour des projets de rénovation structurelle de bâtiments.

— L'achat du bâtiment TRÈVES II a été finalisé, ce qui a permis de consolider le parc immobilier du Parlement dans le quartier européen de la ville.

— Une étude de faisabilité en vue de la rénovation du Parlamentarium a été lancée à l'été 2024.

— Les travaux de rénovation de la Maison des citoyens ont débuté en novembre 2024.

21. Le 21 octobre 2024, le Bureau a tenu un débat sur les orientations stratégiques pour l'avenir de la stratégie immobilière du Parlement. Le débat a porté sur le passage d'une période d'expansion à une période de consolidation dans le cadre de ressources limitées, sur la durabilité globale à privilégier et sur l'augmentation de l'efficience par une collaboration plus étroite avec les autres institutions de l'Union et les trois villes d'accueil (Strasbourg, Bruxelles et Luxembourg).

22. En 2024, des Maisons de l'Europe intégrant des espaces Europa Experience ont ouvert à Prague et à Dublin. À Luxembourg, la construction de l'espace Europa Experience s'est achevée et il a ouvert en mai 2024.

23. Un contrat d'achat immobilier a été signé pour accueillir une Maison de l'Europe comportant un espace Europa Experience à Bratislava. Quatre nouveaux baux ont été conclus pour l'installation d'espaces Europa Experience à Athènes, à Sofia, à La Haye et à Munich. Dans le même contexte, sept prospections du marché ont été engagées à Bucarest, à Lisbonne, à Madrid, à Nicosie, à Riga, à La Valette et à Vilnius.

24. Fin 2024, 52 % des espaces Europa Experience planifiés avaient ouvert leurs portes.

25. Le 25 novembre 2024, le Bureau a procédé à un débat d'orientation sur l'avenir des espaces Europa Experience, abordant notamment leur fonctionnement et l'évolution rapide des technologies.

Parlement vert

26. En 2024, le Parlement a réussi à maintenir son enregistrement EMAS. Le Parlement a également commencé à étendre la certification EMAS aux bureaux de liaison situés dans les États membres.

27. Sur les onze objectifs de performance environnementale fixés par le Bureau en 2019, neuf avaient été atteints fin 2023. En particulier, le Parlement a obtenu de bons résultats en matière de marchés publics écologiques et de réduction des émissions de CO_2, mais aussi sur le plan de la consommation d'énergie, de papier et d'eau.

28. Comme l'exige la certification EMAS, au début de chaque législature, le Bureau a réaffirmé l'engagement du Parlement à améliorer ses performances environnementales. Le 25 novembre 2024, le Bureau a approuvé la nouvelle politique environnementale ainsi qu'un nouvel ensemble d'objectifs pour la législature 2024-2029 en fixant des normes plus élevées pour les bâtiments et un objectif de réduction nette des émissions de 55 % pour l'Union d'ici 2030.

29. Les services compétents ont rendu plus attrayants les choix durables de déplacements domicile-travail en améliorant les aires de stationnement pour vélos et les infrastructures connexes afin de faciliter l'utilisation des vélos pour les déplacements quotidiens entre le domicile et le lieu de travail. Le Parlement a continué de proposer un système renforcé de subventions financières pour son personnel, permettant de rembourser jusqu'à 90 % du coût des abonnements aux transports publics en échange d'une limitation de l'accès aux parkings.

30. La gestion, la maintenance et l'entretien des installations se sont fondés sur des techniques de construction avancées et des matériaux très performants. Une attention particulière a été accordée à la performance énergétique, aux émissions, à l'empreinte carbone, à la biodiversité des espaces verts et à la circularité. Chaque intervention a visé à agir sur l'empreinte environnementale des infrastructures des bâtiments.

II. ÉVOLUTION DU BUDGET DU PARLEMENT PAR COMPARAISON AVEC LE CADRE FINANCIER PLURIANNUEL

Évolution du budget du Parlement par comparaison avec le cadre financier pluriannuel

Année	2021	2022	2023	2024
Budget du PE (en millions d'EUR)	2 064	2 162	2 247	2 383
Δ %	1,2	4,7	3,9	6,05
Rubrique 7 du CFP (en millions d'EUR)	10 635	11 058	11 419	11 773
Δ %	- 5,5	4,0	3,3	3,10
Part du PE dans la rubrique 7	19,4	19,5	19,7	20,24

III. EXÉCUTION BUDGÉTAIRE EN 2024

31. Les crédits du Parlement pour 2024 se sont élevés à 2 383 101 312 EUR, soit 20,24 % de la rubrique 7 du CFP ([5]). Le tableau 1 ci-après présente l'exécution du budget du Parlement durant l'exercice 2024.

Tableau 1

Utilisation des crédits

Type de crédit	Crédits en 2024 (EUR ou %)	Crédits en 2023 (EUR ou %)	Variation 2024/2023 (%)
Crédits courants (Fonds 0)			
Crédits initiaux	2 383 101 312	2 247 134 550	6
Crédits finaux	2 383 101 312	2 247 134 550	6
Exécution courante			
Engagements	2 375 167 078	2 238 344 830	6
% des crédits finaux	99,7	99,6	—
Paiements	2 038 418 350	1 890 024 502	8
% des engagements	85,8	84,4	—
Reports à l'année suivante			
Reports automatiques à l'année suivante ([1])	336 748 728	348 320 327	- 3
% des crédits finaux	14,1	15,5	—
% des engagements	14,2	15,6	—

([5]) Règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil du 17 décembre 2020 fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027 (JO L 433 I du 22.12.2020, p. 11).

Type de crédit	Crédits en 2024 (EUR ou %)	Crédits en 2023 (EUR ou %)	Variation 2024/2023 (%)
Reports non automatiques (crédits non engagés reportés à l'année suivante) ([2])	0	0	—
% des crédits finaux	0,0	0,0	—
Annulations			
Crédits annulés	7 934 234	8 789 719	- 10
% des crédits finaux	0,3	0,4	—
Reports de l'année précédente (Fonds 1 et 2)			
Reports automatiques de l'année précédente	348 320 328	350 895 138	- 1
Paiements au titre de ces reports	322 471 833	330 637 103	- 2
% de reports	92,6	94,2	—
Montant annulé	25 848 495	20 258 035	28
Reports non automatiques de l'année précédente ([2])	0	20 891 669	- 100
Engagements	0	20 891 669	- 100
Paiements au titre de ces reports	0	20 891 669	- 100
% de reports	0,0	100,0	—
Montant annulé	0	0	—
Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année (Fonds 7)			
Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année	49 277 555	50 186 995	- 2
Engagements	19 428 300	25 560 439	- 24
% de crédits de recettes affectées	39,4	50,9	—
Paiements	14 724 275	21 518 922	- 32
% de crédits engagés issus de recettes affectées	75,8	84,2 %	—
Report de crédits non engagés à l'année suivante	29 849 255	24 626 555	2
Report de crédits engagés à l'année suivante	4 704 025	4 041 516	16
Crédits ouverts sur recettes affectées internes provenant de sources autres que les locations et la vente de bâtiments et de terrains ([3]) reportés de l'année précédente (Fonds 5, sauf postes 2 0 0 0 à 2 0 0 3)			
Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente	20 956 241	22 477 101	- 7
Engagements	20 923 598	22 330 487	- 6
% de crédits de recettes affectées reportés	99,8	99,3	—
Paiements	17 922 804	20 163 605	- 11

Type de crédit	Crédits en 2024 (EUR ou %)	Crédits en 2023 (EUR ou %)	Variation 2024/2023 (%)
% des engagements	85,7	90,3	—
Annulations	32 643	146 613	- 78
Report des engagements ouverts sur recettes affectées à l'année suivante	3 000 794	2 166 882	38
Crédits ouverts sur recettes affectées internes provenant d'indemnités locatives et de la vente de bâtiments et de terrains ([4]) reportés de l'année précédente (Fonds 5, postes 2 0 0 0 à 2 0 0 3)			
Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente	16 153 772	23 301 079	- 31
Engagements	8 579 780	10 817 622	- 21
% de crédits de recettes affectées reportés	53,1	46,4	—
Paiements	8 435 086	10 475 072	- 19
% des engagements	98,3	96,8	—
Report des crédits disponibles à l'année suivante	7 573 992	12 483 457	- 39
Report des engagements ouverts sur recettes affectées à l'année suivante	144 694	342 550	- 586
Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (Fonds 3)			
Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente	7 080 950	11 261 287	- 37
Paiements	5 479 522	9 038 989	- 40
% des engagements	77,4	80,3	—
Report des engagements ouverts sur recettes affectées à l'année suivante (recettes provenant d'indemnités locatives)	854 000	530 000	61
Annulation d'engagements	747 428	1 692 299	- 56

([1]) Article 12, paragraphes 1 et 7, du règlement financier.
([2]) Article 12, paragraphe 1, paragraphe 2, point a), et paragraphe 3, du règlement financier.
([3]) À l'exception des recettes affectées internes provenant d'indemnités locatives et de la vente de bâtiments et de terrains qui peuvent être reportées jusqu'à ce qu'elles aient été utilisées dans leur intégralité (article 12, paragraphe 4, point b), du règlement financier).
([4]) Article 12, paragraphe 4, point b), du règlement financier.

A. **Budget initial et budget final**

32. Les crédits finaux du budget du Parlement pour 2024 se sont élevés à 2 383 101 312 EUR, soit une augmentation de 6,05 % par rapport au budget final de 2023 (2 247 134 550 EUR). Un montant de 7 934 234 EUR a été annulé. Ce dernier montant reste marginal (0,33 %) par rapport aux crédits disponibles en 2024.

B. **Engagements et paiements**

33. Les engagements se sont élevés à 2 375 167 078 EUR, soit 99,7 % des crédits finaux (2023: 99,6 %). Les paiements se sont élevés à 2 038 418 350 EUR, soit 85,8 % des engagements effectués (2023: 84,4 %).

C. **Reports de crédits de 2024 à 2025**

34. Les reports automatiques à l'exercice 2025 ont atteint 336 748 728 EUR, soit 14,2 % du total des crédits engagés (2024: 15,6 %). Il n'y a pas eu de crédits reportés non automatiquement de 2024 à 2025.

D. **Utilisation des reports de 2023 à 2024**

35. Les reports automatiques de crédits à 2024 ont atteint un montant total de 348 320 328 EUR (2023: 350 895 138 EUR). Les paiements au titre de ces reports se sont établis à 322 471 833 EUR, soit 92,6 % (2023: 94,2 %). Les crédits annulés en 2024 se sont élevés à un total de 25 848 495 EUR (2023: 20 258 035 EUR).

36. Les annulations ont essentiellement concerné l'article 2 0 0 («Immeubles»), l'article 2 0 2 («Dépenses immobilières»), l'article 2 1 0 («Informatique et télécommunications»), l'article 2 1 4 («Matériel et installations techniques»), l'article 3 2 4 («Production et diffusion») et l'article 4 0 0 («Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information»). Les annulations au titre de ces cinq articles ont représenté 77,1 % du total.

E. **Recettes**

37. Le montant total des recettes comptabilisées au 31 décembre 2024 s'est élevé à 281 517 001 EUR (2023: 255 205 473 EUR). Conformément à l'article 101, paragraphes 2 à 5, du règlement financier, des renonciations ont été accordées pour un montant total de 11 175 EUR.

38. Le tableau 2 présente, par chapitre, l'évolution des recettes entre 2023 et 2024.

Tableau 2

Recettes en 2024 et en 2023 (Fonds 4 reporté et Fonds 8)

Chapitre	Intitulé	2024 (en EUR)	2023 (en EUR)	Différence (en EUR)	Variation 2024/2023 (%)
3 0	Recettes provenant du personnel	226 196 291	201 325 496	24 870 795	12,35
3 1	Recettes liées à la propriété	2 949 838	5 108 120	- 2 158 282	- 42,25
3 2	Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux — recettes affectées	23 810 363	22 027 029	1 783 334	8,10
3 3	Autres recettes administratives	24 149 483	23 787 616	361 867	1,52
Titre 3	**Recettes résultant de l'exercice par l'institution de ses missions générales**	**277 105 975**	**252 248 261**	**24 857 714**	**9,85**
4 0	Revenus des fonds placés et des comptes	4 411 026	2 957 212	1 453 814	49,16
Titre 4	**Recettes résultant de l'exercice par l'institution de missions spécifiques**	**4 411 026**	**2 957 212**	**1 453 814**	**49,16**
	Total	**281 517 001**	**255 205 473**	**26 311 527**	**10,31**

39. Pour le chapitre 4 0 «Recettes des fonds placés et des comptes», l'augmentation est liée au marché financier. Les années précédentes, le Parlement avait payé des intérêts négatifs alors qu'à partir de 2022, il a reçu des intérêts positifs sur ses comptes bancaires. En 2024, ces intérêts ont été de 4,41 millions d'EUR.

F. **Crédits ouverts sur recettes affectées**

40. En 2024, les crédits correspondant à des recettes affectées pour l'exercice (Fonds 7) se sont élevés à 49 277 555 EUR (2023: 50 186 995 EUR). Les engagements se sont élevés à 19 428 300 EUR, soit un taux d'engagement de 39,4 % (2023: 50,9 %). Les paiements se sont élevés à 14 724 275 EUR, soit 75,8 % des engagements effectués (2023: 84,2 %).

G. **Annulations de crédits courants pour l'exercice**

41. Un montant de 7 934 234 EUR (2023: 8 789 719 EUR), représentant 0,33 % des crédits finaux (2023: 0,39 %), a été annulé.

H. **Virements**

42. Au cours de l'exercice 2024, 12 virements C ont été approuvés conformément aux articles 31 et 49 du règlement financier. Les virements C se sont élevés à 82 768 000 EUR, soit 3,47 % des crédits finaux. À titre de comparaison, 19 virements C avaient été approuvés en 2023, soit également 3,47 % des crédits finaux (voir l'Annexe I pour les détails).

Tableau 3

Analyse des virements C par catégorie de dépense et par objectif

Catégorie de dépenses destinataire du virement	Objectif	Virement	Montant viré (EUR)	En % des montants virés
Politique immobilière	Première installation du bâtiment VEIL, Strasbourg	**C1**	7 800 000	9,42
	Besoins réévalués du projet ADENAUER II, Luxembourg Mobilité	**C3, C10**	21 120 000	25,52
		Total Politique immobilière	**28 920 000**	**34,94**
Informatique et autres équipements/services techniques	Renouvellement de matériel obsolète, dont des commutateurs réseau, des serveurs du centre de données et la couverture Wi-Fi. Mises à niveau et matériel nouveau concernant les installations de conférence dans les salles de réunion	**C7, C9, C11**	10 770 000	13,01
	Équipement individuel (députés et personnel) et renouvellement des licences logicielles utilisées au centre de données	**C4, C6, C9, C11**	13 160 000	15,90
	Sécurité informatique et services de support informatique aux députés, cybersécurité, remplacement de GEDA, nouvelle application Pericles et développement de capacités d'intelligence artificielle	**C9, C11**	4 988 000	6,03
		Total Informatique et autres équipements/services techniques	**28 918 000**	**34,94**

Catégorie de dépenses destinataire du virement	Objectif	Virement	Montant viré (EUR)	En % des montants virés
Personnel et autres agents	Rémunérations et indemnités du personnel	**C2, C8**	19 385 000	23,42
	Formation et action sociale	**C2**	910 000	1,10
	Missions du personnel	**C5**	335 000	0,40
		Total Personnel et autres agents	**20 630 000**	**24,92**
Multilinguisme	Interprétation externe	**C8, C12**	4 300 000	5,20
		Total Multilinguisme	**4 300 000**	**5,20**
		Total	**82 768 000**	**100**

43. La Présidente a autorisé neuf virements de crédits P en vertu de l'article 29 du règlement financier ([6]) en 2024 en recourant à deux sources de financement, à savoir les crédits courants de l'exercice (Fonds 0) et les crédits ouverts sur recettes affectées internes reportés de l'année précédente (Fonds 5). Pour les premiers, un montant de 11 479 000 EUR, soit 0,5 % des crédits finaux, a été utilisé, contre huit virements P en 2023 représentant 0,4 % des crédits finaux. Pour les derniers, un montant total de 5 440 843 EUR a été viré (voir l'Annexe II pour les détails).

I. **Exécution budgétaire par chapitre**

44. Cette section présente l'utilisation des crédits par chapitre budgétaire, leur volume relatif au sein du budget 2024 et leur évolution par rapport à l'exercice antérieur.

45. Six chapitres ont représenté à eux seuls 85,7 % de l'ensemble des engagements: le chapitre 1 0 («Membres de l'institution»), le chapitre 1 2 («Fonctionnaires et agents temporaires»), le chapitre 1 4 («Autres personnels et prestations externes»), le chapitre 2 0 («Immeubles et frais accessoires»), le chapitre 2 1 («Informatique, équipement et mobilier») et le chapitre 4 2 («Dépenses relatives à l'assistance parlementaire»).

46. Le tableau 4 présente, par chapitre, l'évolution des crédits engagés en 2024 par rapport à l'exercice 2023.

Tableau 4

Évolution des engagements de crédits en 2024 par rapport à 2023

Chapitre	Intitulé	2024 (en EUR)	2023 (en EUR)	Différence (en EUR)	Variation 2024/2023 (%)
1 0	Membres de l'institution	249 427 211	217 433 354	31 993 857	15
1 2	Fonctionnaires et agents temporaires	853 989 951	798 650 569	55 339 383	7
1 4	Autres personnels et prestations externes	206 535 275	206 794 921	- 259 646	0
1 6	Autres dépenses concernant les personnes liées à l'institution	24 937 797	23 492 602	1 445 195	6

([6]) Décision prise par l'institution de procéder à des virements de crédits au sein d'un article.

Chapitre	Intitulé	2024 (en EUR)	2023 (en EUR)	Différence (en EUR)	Variation 2024/2023 (%)
Titre 1 — Personnes liées à l'institution		**1 334 890 234**	**1 246 371 445**	**88 518 789**	**7**
2 0	Immeubles et frais accessoires	252 616 843	219 649 182	32 967 661	15
2 1	Informatique, équipement et mobilier	250 108 622	221 088 935	29 019 687	13
2 3	Dépenses de fonctionnement administratif courant	5 491 506	7 347 550	- 1 856 044	- 25
Titre 2 — Immeubles, mobilier, équipement et dépenses diverses de fonctionnement		**508 216 971**	**448 085 666**	**60 131 305**	**13**
3 0	Réunions et conférences	27 628 547	30 661 900	- 3 033 354	- 10
3 2	Expertise et information: acquisition, archivage, production et diffusion	156 070 769	171 634 855	- 15 564 086	- 9
Titre 3 — Dépenses résultant de l'exercice par l'institution de ses missions générales		**183 699 316**	**202 296 756**	**- 18 597 440**	**- 9**
4 0	Dépenses particulières de certaines institutions et de certains organes	125 403 171	114 095 415	11 307 756	10
4 2	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	222 263 343	226 692 521	- 4 429 178	- 2
4 4	Réunions et autres activités des députés et anciens députés	593 204	523 756	69 448	13
Titre 4 — Dépenses résultant de l'exercice par l'institution de missions spécifiques		**348 259 718**	**341 311 693**	**6 948 025**	**2**
5 0	Dépenses de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes et du comité de personnalités éminentes indépendantes	100 840	279 271	- 178 431	- 64
Titre 5 — L'autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes et le comité de personnalités éminentes indépendantes		**100 840**	**279 271**	**- 178 431**	**- 64**
X 1 0 1	Réserve pour imprévus	0	0	0	0
Titre 10 — Autres dépenses		**0**	**0**	**0**	**0**
	Total	**2 375 167 078**	**2 238 344 831**	**136 822 248**	**6**

47. L'augmentation des engagements du chapitre 1 0 («Membres de l'institution») de 32 millions d'EUR (15 %) est due à plusieurs facteurs. L'indexation annuelle des indemnités et des allocations des députés en 2024 (voir paragraphe 48 ci-après) a directement affecté le poste 1 0 0 0 («Indemnités»). De plus, depuis le 16 juillet, le Parlement compte 720 députés, contre 705 en 2023. Comme 2024 était une année électorale, pour juillet 2024, les députés sortants comme les nouveaux élus avaient droit au versement d'une indemnité (un mois complet pour les députés sortants non réélus et la moitié d'un mois pour les nouveaux élus). Ces éléments se sont traduits par une augmentation de 7,6 millions d'EUR des engagements du poste 1 0 0 0. Tous les députés quittant le Parlement ont droit à une indemnité transitoire. La durée du paiement de l'indemnité transitoire est calculée en fonction de la durée totale du ou des mandats au Parlement européen. Le montant de l'indemnité transitoire mensuelle est identique à celui de l'indemnité parlementaire. Par conséquent, les engagements de l'article 1 0 2 («Indemnités transitoires») ont augmenté de 18,1 millions d'EUR en 2024. Les dispositions transitoires relatives aux députés sortants s'appliquent aussi au poste 1 0 0 6 («Indemnité de frais généraux»), ce qui se traduit par une hausse des engagements de 5,4 millions d'EUR en 2024.

48. Les engagements relevant du chapitre 1 2 («Dépenses relatives aux fonctionnaires et aux agents temporaires») se sont élevés à 854 millions d'EUR en 2024, soit une augmentation de 55,4 millions d'EUR par rapport à 2023 (7 %), ce qui en fait la catégorie de dépenses la plus importante (35,8 % de l'ensemble des engagements en 2024). Cette augmentation est due en majeure partie à la hausse de 3 %, en janvier 2024, des salaires des fonctionnaires et autres agents de l'Union européenne en raison du taux d'inflation élevé enregistré au cours du semestre précédent et d'une deuxième hausse de 4,1 % en décembre 2024, avec effet rétroactif au 1er juillet 2024.

49. Les engagements au sein du chapitre 2 0 («Immeubles et frais accessoires») ont augmenté de 32,9 millions d'EUR (15 %). Dans ce chapitre, l'article 2 0 0 («Immeubles») affiche une augmentation de 25,3 millions d'EUR. En particulier, le poste 2 0 0 0 («Loyers») a augmenté de 10,6 millions d'EUR, principalement en raison de l'augmentation des surfaces liées aux espaces Europa Experience. Les engagements au titre du poste 2 0 0 1 («Redevances emphytéotiques») ont augmenté de 8,4 millions d'EUR en raison de la réévaluation des besoins liés aux dernières phases du bâtiment ADENAUER II à Luxembourg. Enfin, les engagements au titre du poste 2 0 0 7 («Construction d'immeubles et aménagement des locaux») ont augmenté de 6,5 millions d'EUR en 2024. Cette augmentation s'explique, d'une part, par l'aménagement initial du bâtiment VEIL à Strasbourg et, d'autre part, par l'augmentation du nombre de travaux d'aménagement initiaux entrepris pour les espaces Europa Experience.

50. Quant à l'article 2 0 2 («Frais afférents aux immeubles»), les engagements ont augmenté de 7,7 millions d'EUR en 2024. Les engagements du poste 2 0 2 2 («Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles») ont augmenté de 5,8 millions d'EUR tandis que le poste 2 0 2 6 («Sécurité et surveillance des immeubles») a augmenté de 1,9 million d'EUR en raison, pour ces deux postes, des différentes indexations des contrats renouvelés en 2023 et 2024 et, pour le poste 2 0 2 6, de l'augmentation du périmètre à sécuriser année après année.

51. Au sein du chapitre 2 1 («Informatique, équipement et mobilier»), les engagements ont augmenté de 29,02 millions d'EUR (13 %), dont près de 90 % sont dus à l'article 2 1 0 («Informatique et télécommunications»). Au sein de cet article, les postes 2 1 0 5 («Investissements en projets») et 2 1 0 4 («Investissements en infrastructures») représentent 57 % du total (14,8 millions d'EUR). Les investissements nécessaires concernent l'acquisition de matériel informatique individuel pour les députés et le personnel du Parlement, le remplacement de certains serveurs obsolètes du centre de données, les mises à niveau du réseau Wi-Fi, le remplacement du système de vote du Parlement et de certains commutateurs ainsi que l'augmentation des activités dans le domaine de la cybersécurité et du développement des capacités d'intelligence artificielle. Pour le reste, l'article 2 1 0 affiche une augmentation de 11,27 millions d'EUR liée à l'augmentation des prix d'achat et de renouvellement des licences des applications informatiques en 2024 et à l'indexation des contrats.

52. Le chapitre 3 0 («Réunions et conférences») a enregistré une baisse des engagements de 3 millions d'EUR (10 %), principalement en raison de l'article 3 0 0 («Frais de missions et de déplacements entre les trois lieux de travail du personnel») (3,7 millions d'EUR) à la suite de la baisse des activités parlementaires pendant l'année électorale (11 périodes de session au lieu de 12 à Strasbourg). Toutefois, cette baisse a été limitée par une hausse des engagements du poste 3 0 4 9 («Frais de prestations de l'agence de voyages») (1,2 million d'EUR) en raison d'un nouveau contrat dont les prix sont plus élevés. Les engagements du poste 3 0 4 2 («Réunions, congrès, conférences et délégations») ont également baissé en 2024 (0,7 million d'EUR) en raison du nombre moins important de réunions d'autres organes à la veille des élections et durant la période constitutive.

53. Les engagements globaux du chapitre 3 2 («Expertise et information: acquisition, archivage, production et diffusion») ont baissé de 15,6 millions d'EUR (9 %). En particulier, les engagements au titre du poste 3 2 4 2 («Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques») ont enregistré une diminution substantielle de 19,3 millions d'EUR, reflet de l'évolution des dépenses de communication liées aux élections européennes de 2024. Le poste 3 2 4 3 («Centres des visiteurs du Parlement européen») a également connu une baisse des engagements, de 4,4 millions d'EUR, principalement en raison des retards des projets Europa Experience. Toutefois, les engagements du poste 3 2 4 8 («Dépenses d'information audiovisuelle») ont connu une nette augmentation de 7,9 millions d'EUR en raison de la forte demande de services audiovisuels et des importantes hausses des prix ainsi que du remplacement de matériel audiovisuel obsolète à Bruxelles et à Strasbourg.

54. La hausse des engagements de 11,3 millions d'EUR (10 %) relative au chapitre 4 0 («Dépenses particulières de certaines institutions et de certains organes») provient de l'article 4 0 0 («Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits») (3,6 millions d'EUR), de l'article 4 0 2 («Financement des partis politiques européens») (4,8 millions d'EUR) et de l'article 4 0 3 («Financement des fondations politiques européennes») (2,9 millions d'EUR). Pendant une année électorale, un financement supplémentaire est nécessaire pour permettre aux structures politiques de mener leurs campagnes politiques.

55. La baisse des engagements de 4,4 millions d'EUR (2 %) au chapitre 4 2 («Dépenses relatives à l'assistance parlementaire») par rapport à 2023 est également le résultat de l'année électorale, où le changement de députés entraîne le renouvellement progressif des assistants parlementaires.

ANNEXE 1

RELEVÉ DES VIREMENTS DE TYPE C AU COURS DE L'EXERCICE 2024

N°	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C1	Du poste	2 0 0 0	Loyers	Cette proposition de virement vise à permettre au Parlement d'équiper le bâtiment VEIL pour la première installation. L'aménagement initial a déjà commencé et doit se poursuivre pour permettre l'occupation du bâtiment.		5 000 000
		2 0 2 4	Consommation d'énergie			2 800 000
	Au poste	2 0 0 7	Construction d'immeubles et aménagement des locaux		5 600 000	
		2 1 2 0	Mobilier		2 200 000	
C2	Du poste	1 0 0 6	Indemnité de frais généraux	Cette proposition de virement vise à renforcer a) le poste 1 2 2 0 «Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service» pour un montant de 580 000 EUR afin de verser les indemnités statutaires pour un nombre de bénéficiaires plus élevé que prévu, b) le poste 1 6 1 2 «Apprentissage et développement» pour un montant de 535 000 EUR afin de financer de nouvelles formations obligatoires pour les députés et le personnel et les coûts supplémentaires liés aux formations stratégiques et c) le poste 1 6 3 0 «Service social» pour un montant de 375 000 EUR afin de couvrir le nombre croissant de demandes entraînant des coûts plus élevés liés aux personnes handicapées.		1 455 000
		2 0 0 8	Gestion immobilière spécifique			35 000
	Au poste	1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service		580 000	
		1 6 1 2	Apprentissage et développement		535 000	
		1 6 3 0	Service social		375 000	
C3	Du poste	2 0 2 4	Consommation d'énergie	Cette proposition de virement a pour objet de couvrir la contribution financière aux abonnements et de financer une partie des coûts supplémentaires dus aux besoins réévalués relatifs aux phases finales du projet immobilier ADENAUER II.		1 900 000
		4 0 2 0	Financement des partis politiques européens			2 220 000
	Au poste	1 6 3 1	Mobilité		450 000	
		2 0 0 1	Redevances emphytéotiques		3 670 000	
C4	Du poste	4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	Cette proposition de virement vise à permettre l'acquisition de 750 ordinateurs portables et accessoires connexes pour les assistants parlementaires accrédités (APA) actuellement équipés d'ordinateurs hybrides obsolètes.		1 000 000
	Au poste	2 1 0 4	Informatique et télécommunications — Investissements en infrastructures		1 000 000	

Nº	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C5	Du poste	3 2 0 0	Acquisition d'expertise	Les crédits inscrits au titre du poste 3 0 0 0 sont destinés à couvrir les dépenses liées aux déplacements du personnel du Parlement, des experts nationaux détachés, des stagiaires et du personnel des autres institutions européennes ou internationales à l'invitation du Parlement entre le lieu d'affectation et l'un des trois lieux de travail du Parlement européen (Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg) et aux missions vers tout lieu autre que les trois lieux de travail. Le déficit des frais de mission résulte des demandes supplémentaires des DG COMM, SAFE, PART et du service juridique pour mener à bien leurs activités essentielles.		335 000
	Au poste	3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel		335 000	
C6	Du poste	4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	L'objectif de cette proposition de virement est de permettre l'achat des abonnements logiciels annuels utilisés pour protéger les données du Parlement contre des menaces de plus en plus nombreuses.		820 000
	Au poste	2 1 0 0	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Activités		820 000	
C7	Du poste	4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	Cette proposition de virement vise à assurer la continuité opérationnelle des travaux parlementaires au cours de la nouvelle législature en ce qui concerne les installations de conférence dans les salles de réunion afin de garantir le bon déroulement du multilinguisme et des travaux parlementaires.		3 200 000
	Au poste	2 1 4 0	Matériel et installations techniques		3 200 000	
C8	Du poste	1 4 0 0	Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques	Cette proposition de virement vise avant tout à financer le déficit résultant de l'actualisation annuelle des traitements et autres émoluments sur les postes budgétaires 1200 «Rémunérations et indemnités» et 1402 «Autres agents – Chauffeurs au secrétariat général», à verser en décembre 2024, avec effet rétroactif au 1er juillet. Étant donné que la rémunération des agents interprètes de conférence (AIC) est également soumise à l'adaptation des salaires des agents statutaires de l'Union, un montant supplémentaire est nécessaire sur le poste budgétaire 1405 «Dépenses d'interprétation» afin de couvrir à la fois l'actualisation annuelle de leurs rémunérations et la demande soutenue de services d'interprétation au début de la nouvelle législature. Ce renforcement est également destiné à couvrir le financement des paiements d'heures supplémentaires au cours du quatrième trimestre de 2024 sur le poste budgétaire 1202 «Heures supplémentaires rémunérées».		5 000 000
		1 4 0 1	Autres agents — Sécurité			3 000 000
		1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude			1 580 000
		1 6 1 0	Frais de recrutement			20 000
		1 6 3 0	Service social			105 000
		2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts			120 000
		4 0 2 0	Financement des partis politiques européens			3 306 500
		4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes			1 973 500
	De l'article	1 0 1	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS			6 000 000
	Au poste	1 2 0 0	Rémunérations et indemnités		18 500 000	
		1 2 0 2	Heures supplémentaires rémunérées		5 000	
		1 4 0 2	Autres agents — Chauffeurs au secrétariat général		300 000	
		1 4 0 5	Dépenses d'interprétation		2 300 000	

Nº	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C9	Du poste	1 0 2 0	Indemnités transitoires	Cette proposition de virement vise avant tout à renforcer le poste budgétaire 2104 «Informatique et télécommunications – Investissements en infrastructures» de 6 937 000 EUR afin de permettre le remplacement d'équipements individuels obsolètes (2 938 ordinateurs hybrides et 1 000 ordinateurs de bureau) et l'acquisition de centres de données et d'infrastructures de réseau. Elle vise également à couvrir le déficit de 818 000 EUR sur le poste budgétaire 2102 «Informatique et télécommunications – Activités récurrentes de fonctionnement – Support général aux utilisateurs». Cette situation est due aux services d'assistance informatique fournis aux députés en dehors des heures de travail, au développement d'un service audiovisuel d'assistance technique pour les députés, à la préparation d'une nouvelle équipe du service d'assistance informatique à Strasbourg et à la mise en œuvre de nouvelles fonctionnalités d'IA pour différents processus. Ce virement vise en outre à financer des services de conseil pour un montant de 200 000 EUR sur le poste budgétaire 2101 «Informatique et télécommunications – Activités récurrentes de fonctionnement – Infrastructure» afin d'améliorer la sécurité informatique des infrastructures et de permettre des économies sur les infrastructures de réseau.		1 697 061
		1 4 2 0	Services de traduction externes			1 200 000
		1 6 1 2	Apprentissage et développement			307 000
		2 1 0 3	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Gestion des applications TIC			300 000
		2 1 0 5	Informatique et télécommunications — Investissements en projets			468 000
		2 1 4 0	Matériel et installations techniques			275 550
		2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers			100 000
		2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts			165 000
		2 3 6 0	Affranchissement de correspondance et frais de port			10 100
		2 3 9 0	Activités EMAS et de durabilité, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen			1 280 000

Nº	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
		3 0 2 0	Frais de réception et de représentation			40 000
		3 2 0 0	Acquisition d'expertise			820 000
		3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques			520 000
		3 2 2 0	Dépenses de documentation			10 000
		3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers			350 000
		3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles			302 389
		3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers			27 000
		3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires			62 900
		3 2 4 9	Échanges d'informations avec les parlements nationaux			20 000
	Au poste	2 1 0 1	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Infrastructure		200 000	
		2 1 0 2	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Support général aux utilisateurs		818 000	
		2 1 0 4	Informatique et télécommunications — Investissements en infrastructures		6 937 000	

Nº	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C10	Du poste	1 0 0 6	Indemnité de frais généraux	Cette proposition de virement vise à couvrir les besoins restants du projet immobilier Adenauer. Elle comprend à la fois le remboursement du prêt et les coûts liés aux travaux.		385 000
		1 0 0 7	Indemnités de fonctions			18 000
		1 0 1 0	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales			20 000
		1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés			450 000
		1 0 2 0	Indemnités transitoires			1 122 000
		1 0 3 0	Pensions d'ancienneté (FID)			1 650 000
		1 0 3 1	Pensions d'invalidité (FID)			119 000
		1 0 3 2	Pensions de survie (FID)			1 000
		1 0 5 0	Cours de langues et d'informatique			250 000
		1 6 1 0	Frais de recrutement			3 000
		1 6 1 2	Apprentissage et développement			10 000
		1 6 5 4	Infrastructures d'accueil des enfants			1 212 000
		2 0 0 0	Loyers			25 000
		2 0 0 7	Construction d'immeubles et aménagement des locaux			600 000
		2 0 0 8	Gestion immobilière spécifique			1 189 000
		2 0 2 2	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles			350 000
		2 0 2 4	Consommation d'énergie			4 314 000
		2 0 2 6	Sécurité et surveillance des immeubles			250 000
		2 1 0 3	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Gestion des applications TIC			326 000
		2 1 0 5	Informatique et télécommunications — Investissements en projets			209 000

Nº	Au/du chapitre/article/poste	Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
	2 1 2 0	Mobilier			1 055 000
	2 1 4 0	Matériel et installations techniques			42 000
	2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers			88 000
	2 3 1 0	Charges financières			170 000
	2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts			55 000
	2 3 6 0	Affranchissement de correspondance et frais de port			16 000
	2 3 7 0	Déménagement			522 000
	2 3 8 0	Autres dépenses administratives			24 000
	3 0 2 0	Frais de réception et de représentation			27 000
	3 0 4 0	Frais divers de réunions internes			50 000
	3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations			343 000
	3 2 0 0	Acquisition d'expertise			87 000
	3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques			11 500
	3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques			15 500
	3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires			100 000

N°	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
		4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits			1 710 000
		4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes			155 000
		4 4 2 0	Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne			6 000
		5 0 1 0	Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes			20 000
	Au poste	2 0 0 1	Redevances emphytéotiques		17 000 000	
C11	Du poste	1 0 2 0	Indemnités transitoires	Cette proposition de virement vise avant tout à renforcer le poste budgétaire 2104 «Informatique et télécommunications – Investissements en infrastructures» de 13 273 000 EUR afin de permettre l'acquisition d'équipements individuels, le remplacement des commutateurs de réseau obsolètes dans les bâtiments CHURCHILL et SPINELLI et les infrastructures informatiques dans le bâtiment TREVES II, ainsi que l'amélioration de l'infrastructure de réseau afin d'accroître la couverture wifi. Ce virement vise en outre à financer des besoins supplémentaires de 2 670 000 EUR sur le poste budgétaire 2105 «Informatique et télécommunications – Investissements en projets» en lien avec la réorganisation de la DG IPOL, le développement de l'application PERICLES, la livraison de la première version de l'application BRICKS (en remplacement de GEDA), un contrôle accru dans le domaine de la cybersécurité et le développement des capacités en matière d'intelligence artificielle.		1 230 000
		1 0 3 0	Pensions d'ancienneté (FID)			50 000
		1 2 0 0	Rémunérations et indemnités			1 750 000
		1 4 0 0	Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques			1 050 000
		1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude			30 000
		1 4 2 0	Services de traduction externes			800 000
		1 6 1 0	Frais de recrutement			31 000
		1 6 1 2	Apprentissage et développement			80 000
		1 6 5 0	Santé et prévention			716 000
		2 0 0 7	Construction d'immeubles et aménagement des locaux			750 000
		2 0 0 8	Gestion immobilière spécifique			358 000

Nº	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
		2 0 2 2	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles			65 000
		2 0 2 4	Consommation d'énergie			691 000
		2 0 2 6	Sécurité et surveillance des immeubles			200 000
		2 1 0 0	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Activités			163 000
		2 1 0 2	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Support général aux utilisateurs			70 000
		2 1 0 3	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Gestion des applications TIC			120 000
		2 1 2 0	Mobilier			100 000
		2 1 4 0	Matériel et installations techniques			517 000
		2 1 6 0	Transport de députés, d'autres personnes et de biens			142 000
		2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers			38 000
		2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts			360 000
		2 3 6 0	Affranchissement de correspondance et frais de port			29 000
		2 3 7 0	Déménagement			121 000
		2 3 8 0	Autres dépenses administratives			332 000

Nº	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
		3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel			1 000 000
		3 0 4 0	Frais divers de réunions internes			35 000
		3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations			260 000
		3 2 0 0	Acquisition d'expertise			130 000
		3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques			130 000
		3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers			100 000
		3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles			50 000
		3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires			35 000
		4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement, activités politiques et d'information des groupes politiques et des membres non inscrits			210 000
		4 0 2 0	Financement des partis politiques européens			1 500 000
		4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire			2 500 000
		5 0 0 0	Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes			200 000
	Au poste	2 1 0 4	Informatique et télécommunications — Investissements en infrastructures		13 273 000	
		2 1 0 5	Informatique et télécommunications — Investissements en projets		2 670 000	

Nº	Au/du chapitre/article/poste		Position	Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
C12	Du poste	1 2 0 0	Rémunérations et indemnités	Ce virement permettra à la DG LINC de faire face à des dépenses supplémentaires imprévisibles liées au recrutement d'interprètes externes affectés aux réunions relevant du cœur de métier du Parlement au cours du dernier trimestre en augmentant de 2 000 000 EUR les crédits du poste budgétaire 1405 «Dépenses d'interprétation».		1 750 000
		1 4 0 1	Autres agents — Sécurité			250 000
	Au poste	1 4 0 5	Dépenses d'interprétation		2 000 000	
				TOTAL DES MONTANTS TRANSFÉRÉS PAR VIREMENT DE TYPE C	**82 768 000**	**82 768 000**

ANNEXE 2

RELEVÉ DES VIREMENTS DE TYPE P AU COURS DE L'EXERCICE 2024

N°	Au/du chapitre/article/poste			Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
P1	**À l'intérieur de l'article 1 4 0**					
	Du poste	1 4 0 5	Dépenses d'interprétation	Cette proposition de virement vise à fournir les moyens nécessaires au renouvellement du contrat de 42 agents contractuels (AC), soit 39 équivalents temps plein, en transférant un montant de 2 300 000 EUR du poste 1 4 0 5 vers le poste 1 4 0 0.		2 300 000
	Au poste	1 4 0 0	Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques		2 300 000	
P2 (100 % via les fonds 5)	**À l'intérieur de l'article 2 0 0**					
	Du poste	2 0 0 0	Loyers	Cette proposition de virement de recettes affectées reportées vise à permettre le paiement d'un montant de 1 807 000 EUR, ce qui représente le dépôt requis pour la signature du contrat relatif à une acquisition immobilière pour accueillir une Maison de l'Europe à Bratislava, en Slovaquie. Les recettes affectées reportées disponibles sur le poste budgétaire 2000 («Loyers») permettraient de renforcer le poste budgétaire 2003 («Acquisition de biens immobiliers») de 851 282 EUR.		851 282
	Au poste	2 0 0 3	Acquisition de biens immobiliers		851 282	
P3	**À l'intérieur de l'article 2 1 0**					
	Du poste	2 1 0 2	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement Support général aux utilisateurs	Cette proposition de virement vise à couvrir les déficits de fonds estimés nécessaires au renouvellement des licences logicielles et des licences logicielles sous abonnement encore dues pour 2024.		258 362
	Du poste	2 1 0 4	Informatique et télécommunications — Investissements en infrastructures			441 638
	Au poste	2 1 0 1	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Infrastructure		700 000	

Nº	Au/du chapitre/article/poste			Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
				Les montants disponibles sur les postes budgétaires 2102 «Informatique et télécommunications – Activités récurrentes de fonctionnement – Support général aux utilisateurs» et 2104 «Informatique et télécommunications – Investissements en infrastructures» permettraient de financer partiellement les besoins.		
P4 (en partie via le fond 5)	**À l'intérieur de l'article 2 0 0**					
	Du poste	2 0 0 0	Loyers	Cette proposition de virement vise à financer une partie des coûts supplémentaires dus aux besoins réévalués liés aux étapes concluantes du projet immobilier ADENAUER II, en utilisant à la fois les recettes affectées reportées et les crédits courants.		3 490 000
	Du poste	2 0 0 8	Gestion immobilière spécifique			750 000
	Au poste	2 0 0 1	Redevances emphytéotiques		4 240 000	
P5	**À l'intérieur de l'article 2 0 2**					
	Du poste	2 0 2 4	Consommation d'énergie	Cette proposition de virement vise à couvrir les besoins d'entretien, de fonctionnement et de nettoyage, jusqu'à la fin de l'année 2024, du parc immobilier vieillissant à Bruxelles et à Strasbourg.		2 800 000
	Au poste	2 0 2 2	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles		2 800 000	
P6 (100 % via les fonds 5)	**À l'intérieur de l'article 2 0 0**					
	Du poste	2 0 0 0	Loyers	Cette proposition de virement de recettes affectées reportées vise à permettre le paiement de 1 099 561 EUR, ce qui représente 5 % du prix d'achat de l'immeuble de bureaux situé rue de Trèves 9-11 (TRÈVES II) à Bruxelles, dû avant la signature de l'acte final en octobre 2024.		1 099 561
	Au poste	2 0 0 3	Acquisition de biens immobiliers		1 099 561	

Nº	Au/du chapitre/article/poste			Description du virement	Poste créditeur Montant (en EUR)	Poste débiteur Montant (en EUR)
P7	**À l'intérieur de l'article 1 0 0**					
	Du poste	1 0 0 0	Indemnités	Cette proposition de transfert vise à couvrir le remboursement des frais de voyage et de séjour liés aux voyages à destination et en provenance des lieux de travail et autres missions (article 1 0 0 4) jusqu'à concurrence de 1 500 000 EUR. Elle vise également à couvrir le des frais de voyage complémentaires et des frais de voyage effectués dans l'État membre d'élection (poste 1 0 0 5) à concurrence de 300 000 EUR.		500 000
	Du poste	1 0 0 6	Indemnité de frais généraux			1 300 000
	Au poste	1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires		1 500 000	
	Au poste	1 0 0 5	Autres frais de voyage		300 000	
P8	**À l'intérieur de l'article 3 0 4**					
	Du poste	3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations	Cette proposition de virement vise à couvrir les frais de fonctionnement, jusqu'à la fin de l'année 2024, de l'agence de voyage dans le cadre du nouveau contrat signé avec le Parlement, entré en vigueur le 1er janvier 2024, en utilisant les crédits excédentaires disponibles sur le poste budgétaire 3042 «Réunions, congrès, conférences et délégations».		129 000
	Au poste	3 0 4 9	Frais de prestations de l'agence de voyages		129 000	
P9	**À l'intérieur de l'article 3 2 4**					
	Du poste	3 2 4 3	Centres des visiteurs du Parlement européen	Cette proposition de virement vise à financer des investissements audiovisuels afin de remplacer les équipements obsolètes, tant à Bruxelles qu'à Strasbourg, en utilisant l'excédent disponible dans les centres de visiteurs Europa Experience du Parlement.		3 000 000
	Au poste	3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle		3 000 000	
				TOTAL DES MONTANTS TRANSFÉRÉS PAR VIREMENT DE TYPE P	**16 919 843**	**16 919 843**

ANNEXE III

EXÉCUTION DES CRÉDITS EN 2024

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
1 0 0 0	Indemnités	92 793 000	0	- 500 000	92 293 000	91 951 743	91 951 743	0	341 257	99,63
1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires	70 450 000	0	1 500 000	71 950 000	71 950 000	57 357 991	14 592 009	0	100,00
1 0 0 5	Autres frais de voyage	4 800 000	0	300 000	5 100 000	5 100 000	2 942 877	2 157 123	0	100,00
1 0 0 6	Indemnité de frais généraux	48 900 000	0	- 3 140 000	45 760 000	45 734 819	45 734 819	0	25 181	99,94
1 0 0 7	Indemnités de fonctions	225 000	0	- 18 000	207 000	205 852	205 852	0	1 148	99,45
1 0 1 0	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	3 106 000	0	- 20 000	3 086 000	3 083 137	2 854 155	228 983	2 863	99,91
1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	1 000 000	0	- 450 000	550 000	550 000	366 267	183 733	0	100,00
1 0 2 0	Indemnités transitoires	23 562 000	0	- 4 049 061	19 512 939	18 921 436	18 921 436	0	591 503	96,97
1 0 3 0	Pensions d'ancienneté (FID)	11 258 000	0	- 1 700 000	9 558 000	9 522 407	9 522 407	0	35 593	99,63
1 0 3 1	Pensions d'invalidité (FID)	210 000	0	- 119 000	91 000	88 257	88 257	0	2 743	96,99
1 0 3 2	Pensions de survie (FID)	1 951 000	0	- 1 000	1 950 000	1 919 560	1 919 560	0	30 440	98,44

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
1033	Régime de pension volontaire des députés	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
1050	Cours de langues et d'informatique	650 000	0	- 250 000	400 000	400 000	113 691	286 309	0	100,00
1200	Rémunérations et indemnités	831 335 299	0	15 000 000	846 335 299	846 335 206	846 335 206	0	93	100,00
1202	Heures supplémentaires rémunérées	50 000	0	5 000	55 000	55 000	27 768	27 232	0	100,00
1204	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	3 700 000	0	0	3 700 000	3 700 000	3 356 353	343 647	0	100,00
1220	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service	3 610 000	0	580 000	4 190 000	3 899 745	3 899 745	0	290 255	93,07
1222	Indemnités pour cessation définitive de fonctions et système spécial de retraite pour les fonctionnaires et agents temporaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
1400	Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques	85 897 900	0	- 3 750 000	82 147 900	81 664 730	81 326 433	338 297	483 170	99,41
1401	Autres agents — Sécurité	49 432 000	0	- 3 250 000	46 182 000	46 021 651	46 021 651	0	160 349	99,65

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
1 4 0 2	Autres agents — Chauffeurs au secrétariat général	8 800 000	0	300 000	9 100 000	9 027 761	9 027 761	0	72 239	99,21
1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude	13 151 000	0	- 1 610 000	11 541 000	11 341 160	8 570 149	2 771 011	199 840	98,27
1 4 0 5	Dépenses d'interprétation	53 480 000	0	2 000 000	55 480 000	55 479 972	49 671 943	5 808 029	28	100,00
1 4 0 6	Observateurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
1 4 2 0	Services de traduction externes	5 000 000	0	- 2 000 000	3 000 000	3 000 000	2 556 405	443 595	0	100,00
1 6 1 0	Frais de recrutement	235 000	0	- 54 000	181 000	152 379	134 710	17 669	28 621	84,19
1 6 1 2	Apprentissage et développement	8 427 400	0	138 000	8 565 400	8 490 662	5 946 568	2 544 094	74 738	99,13
1 6 3 0	Service social	1 006 800	0	270 000	1 276 800	1 263 248	870 660	392 588	13 552	98,94
1 6 3 1	Mobilité	1 890 000	0	450 000	2 340 000	2 340 000	2 289 758	50 242	0	100,00
1 6 3 2	Relations sociales et autres interventions sociales	280 000	0	0	280 000	265 819	199 840	65 979	14 181	94,94
1 6 5 0	Santé et prévention	2 944 000	0	- 716 000	2 228 000	2 200 423	1 315 117	885 306	27 577	98,76
1 6 5 2	Frais de restauration	900 000	0	0	900 000	736 268	697 869	38 399	163 732	81,81

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
1654	Infrastructures d'accueil des enfants	9 891 000	0	- 1 212 000	8 679 000	8 651 259	6 543 422	2 107 838	27 741	99,68
1655	Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées	837 738	0	0	837 738	837 738	837 738	0	0	100,00
2000	Loyers	34 357 000	0	- 5 025 000	29 332 000	29 318 125	28 776 544	541 581	13 875	99,95
2001	Redevances emphytéotiques	0	0	21 420 000	21 420 000	21 420 000	21 420 000	0	0	100,00
2003	Acquisition de biens immobiliers	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
2007	Construction d'immeubles et aménagement des locaux	71 970 000	0	4 250 000	76 220 000	75 581 353	27 016 389	48 564 965	638 647	99,16
2008	Gestion immobilière spécifique	6 781 000	0	- 2 332 000	4 449 000	4 227 493	2 423 005	1 804 488	221 507	95,02
2009	Construction et aménagement d'immeubles: Idealab	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	76 010 000	0	2 385 000	78 395 000	78 288 453	47 646 140	30 642 313	106 547	99,86
2024	Consommation d'énergie	34 290 000	0	- 12 505 000	21 785 000	21 604 075	15 606 679	5 997 396	180 925	99,17
2026	Sécurité et surveillance des immeubles	19 300 000	0	- 450 000	18 850 000	18 818 361	15 068 363	3 749 998	31 639	99,83

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
2 0 2 8	Assurance	3 360 000	0	0	3 360 000	3 358 983	59 183	3 299 800	1 017	99,97
2 1 0 0	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Activités	34 403 000	0	657 000	35 060 000	35 039 349	23 301 385	4 679 353	7 079 262	79,81
2 1 0 1	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Infrastructure	43 428 500	0	900 000	44 328 500	44 327 424	28 578 927	32 068 212	- 16 318 639	136,81
2 1 0 2	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Support général aux utilisateurs	14 423 200	0	489 638	14 912 838	14 901 074	8 886 156	37 314 392	- 31 287 710	309,80
2 1 0 3	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Gestion des applications TIC	39 768 541	0	- 746 000	39 022 541	38 842 684	23 704 633	22 457 431	- 7 139 523	118,30
2 1 0 4	Informatique et télécommunications — Investissements en infrastructures	16 416 010	0	20 768 362	37 184 372	37 183 670	8 273 898	0	28 910 474	22,25

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
2 1 0 5	Informatique et télécommunications — Investissements en projets	34 478 398	0	1 993 000	36 471 398	36 292 758	19 574 804	0	16 896 594	53,67
2 1 2 0	Mobilier	7 300 000	0	1 045 000	8 345 000	8 345 000	5 395 967	2 949 033	0	100,00
2 1 4 0	Matériel et installations techniques	28 045 000	0	2 365 450	30 410 450	30 211 105	14 610 332	15 123 071	677 047	97,77
2 1 6 0	Transport de députés, d'autres personnes et de biens	5 293 000	0	- 142 000	5 151 000	4 965 559	3 799 484	1 166 074	185 441	96,40
2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	1 058 000	0	- 226 000	832 000	830 051	648 280	15 952	167 769	79,84
2 3 1 0	Charges financières	250 000	0	- 170 000	80 000	80 000	51 569	28 431	0	100,00
2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts	1 583 500	0	- 700 000	883 500	844 750	314 702	530 048	38 750	95,61
2 3 6 0	Affranchissement de correspondance et frais de port	378 500	0	- 55 100	323 400	296 196	149 641	146 556	27 204	91,59
2 3 7 0	Déménagement	2 305 000	0	- 643 000	1 662 000	1 592 272	1 450 659	141 613	69 728	95,80
2 3 8 0	Autres dépenses administratives	2 214 000	0	- 356 000	1 858 000	1 837 969	1 090 716	747 253	20 031	98,92

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
2 3 9 0	Activités EMAS, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen	1 330 000	0	- 1 280 000	50 000	10 267	6 780	3 487	39 733	20,53
3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel	23 905 000	0	- 665 000	23 240 000	21 855 557	19 000 766	2 854 791	1 384 443	94,04
3 0 2 0	Frais de réception et de représentation	1 017 200	0	- 67 000	950 200	886 086	684 086	202 000	64 114	93,25
3 0 4 0	Frais divers de réunions internes	266 000	0	- 85 000	181 000	142 335	103 516	38 819	38 665	78,64
3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations	2 381 000	0	- 732 000	1 649 000	1 351 569	1 050 838	300 731	297 431	81,96
3 0 4 9	Frais de prestations de l'agence de voyages	3 264 000	0	129 000	3 393 000	3 393 000	3 334 811	58 189	0	100,00
3 2 0 0	Acquisition d'expertise	4 911 000	0	- 1 372 000	3 539 000	3 134 203	1 159 691	1 755 145	624 163	82,36
3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques	9 066 000	0	- 661 500	8 404 500	8 393 553	5 765 831	2 627 722	10 947	99,87

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
3 2 2 0	Dépenses de documentation	3 258 000	0	- 10 000	3 248 000	3 221 683	1 124 507	2 097 176	26 317	99,19
3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers	1 250 000	0	- 450 000	800 000	517 672	435 418	82 255	282 328	64,71
3 2 4 0	Journal officiel	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00
3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles	5 291 000	0	- 352 389	4 938 611	4 936 589	2 348 477	979 400	1 610 734	67,38
3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques	36 120 550	0	- 15 500	36 105 050	36 091 874	18 968 588	17 412 858	- 276 396	100,77
3 2 4 3	Centres des visiteurs du Parlement européen	29 965 500	0	- 3 000 000	26 965 500	26 962 401	9 541 383	17 350 812	73 305	99,73
3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers	33 135 636	0	- 27 000	33 108 636	33 108 636	22 307 163	10 801 473	0	100,00
3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires	4 660 500	0	- 197 900	4 462 600	4 413 205	2 894 157	1 519 049	49 395	98,89
3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle	21 585 300	0	3 000 000	24 585 300	24 575 954	11 031 073	13 544 881	9 346	99,96

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
3 2 4 9	Échanges d'informations avec les parlements nationaux	246 000	0	- 20 000	226 000	142 000	116 797	25 203	84 000	62,83
3 2 5 0	Dépenses afférentes aux bureaux de liaison	10 573 000	0	0	10 573 000	10 572 999	7 628 409	2 944 590	1	100,00
4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement et dépenses liées aux activités politiques et d'information	67 500 000	0	- 1 920 000	65 580 000	65 579 004	65 035 609	543 395	996	100,00
4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	50 000 000	0	- 12 046 500	37 953 500	37 953 096	37 953 096	0	404	100,00
4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes	24 000 000	0	- 2 128 500	21 871 500	21 871 072	21 871 072	0	429	100,00
4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	225 169 840	0	- 2 500 000	222 669 840	222 263 343	206 001 290	16 262 053	406 497	99,82
4 4 0 0	Frais de réunion et autres activités des anciens députés	300 000	0	0	300 000	300 000	300 000	0	0	100,00
4 4 2 0	Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne	300 000	0	- 6 000	294 000	293 204	293 204	0	796	99,73

Poste	Position	Crédits initiaux(1)	Supplé-ments budgétai-res(2)	Virements(3)	Crédits finaux(4) = (1) + (2) + (3)	Montant engagé(5)	Montant payé(6)	Crédits/Engage-ments reportés à l'année suivante 2025 (7)=(6)-(5)	Crédits annulés(8) = (4) - (5)	Utilisés (payés ou reportés)(9) = ((6) + (7)) / (4) (%)
5 0 0 0	Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes	400 000	0	- 200 000	200 000	100 840	6 182	94 658	99 160	50,42
5 0 1 0	Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes	20 000	0	- 20 000	0	0	0	0	0	0,00
10 1	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS	6 000 000	0	- 6 000 000	0	0	0	0	0	0,00
	Total	**2 383 101 312**	**0**	**0**	**2 383 101 312**	**2 375 167 078**	**2 038 418 350**	**336 748 728**	**7 934 234**	**99,67**

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

JO C du 6.6.2025

ANNEXE IV

EXÉCUTION DES CRÉDITS REPORTÉS DE DROIT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
1 0 0 0	Indemnités	0	0	0	0,00
1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires	9 761 128	9 119 625	641 503	93,43
1 0 0 5	Autres frais de voyage	2 428 487	2 293 111	135 377	94,43
1 0 0 6	Indemnité de frais généraux	0	0	0	0,00
1 0 0 7	Indemnités de fonctions	0	0	0	0,00
1 0 1 0	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	213 572	143 133	70 440	67,02
1 0 1 2	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	196 035	51 209	144 825	26,12
1 0 2 0	Indemnités transitoires	0	0	0	0,00
1 0 3 0	Pensions d'ancienneté (FID)	0	0	0	0,00
1 0 3 1	Pensions d'invalidité (FID)	0	0	0	0,00
1 0 3 2	Pensions de survie (FID)	0	0	0	0,00
1 0 3 3	Régime de pension volontaire des députés	0	0	0	0,00
1 0 5 0	Cours de langues et d'informatique	335 486	102 416	233 070	30,53
1 2 0 0	Rémunérations et indemnités	0	0	0	0,00
1 2 0 2	Heures supplémentaires rémunérées	22 890	17 920	4 970	78,29
1 2 0 4	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	704 790	704 790	0	100,00
1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service	0	0	0	0,00
1 2 2 2	Indemnités pour cessation définitive de fonctions et système spécial de retraite pour les fonctionnaires et agents temporaires	0	0	0	0,00
1 4 0 0	Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques	959 567	762 019	197 548	79,41
1 4 0 1	Autres agents — Sécurité	0	0	0	0,00

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
1 4 0 2	Autres agents — Chauffeurs au secrétariat général	0	0	0	0,00
1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude	1 955 971	1 924 166	31 805	98,37
1 4 0 5	Dépenses d'interprétation	3 433 884	3 363 313	70 571	97,94
1 4 0 6	Observateurs	0	0	0	0,00
1 4 2 0	Services de traduction externes	1 289 598	1 286 307	3 291	99,74
1 6 1 0	Frais de recrutement	25 798	9 951	15 846	38,57
1 6 1 2	Apprentissage et développement	2 549 105	2 227 522	321 583	87,38
1 6 3 0	Service social	125 546	120 850	4 696	96,26
1 6 3 1	Mobilité	123 293	68 727	54 566	55,74
1 6 3 2	Relations sociales et autres interventions sociales	0	0	0	0,00
1 6 5 0	Santé et prévention	747 313	569 643	177 670	76,23
1 6 5 2	Frais de restauration	146 559	127 319	19 240	86,87
1 6 5 4	Infrastructures d'accueil des enfants	2 786 637	2 740 413	46 225	98,34
1 6 5 5	Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées	393 433	393 433	0	100,00
2 0 0 0	Loyers	646 756	545 342	101 414	84,32
2 0 0 1	Redevances emphytéotiques	13 037 813	13 037 813	0	100,00
2 0 0 3	Acquisition de biens immobiliers	0	0	0	0,00
2 0 0 7	Construction d'immeubles et aménagement des locaux	47 596 504	42 498 112	5 098 392	89,29
2 0 0 8	Gestion immobilière spécifique	2 229 950	1 881 514	348 435	84,37
2 0 0 9	Construction et aménagement d'immeubles: Idealab	0	0	0	0,00
2 0 2 2	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	25 568 804	23 792 839	1 775 965	93,05
2 0 2 4	Consommation d'énergie	7 341 114	6 731 178	609 936	91,69
2 0 2 6	Sécurité et surveillance des immeubles	3 814 380	2 639 973	1 174 407	69,21

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
2 0 2 8	Assurance	3 115 647	2 607 681	507 967	83,70
2 1 0 0	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Activités	8 102 394	7 873 358	229 036	97,17
2 1 0 1	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Infrastructure	13 415 644	13 107 866	307 778	97,71
2 1 0 2	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Support général aux utilisateurs	5 411 830	4 943 045	468 785	91,34
2 1 0 3	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Gestion des applications TIC	14 676 981	14 326 292	350 690	97,61
2 1 0 4	Informatique et télécommunications — Investissements en infrastructures	22 431 230	22 127 112	304 117	98,64
2 1 0 5	Informatique et télécommunications — Investissements en projets	11 719 771	11 517 829	201 942	98,28
2 1 2 0	Mobilier	2 863 596	2 842 235	21 362	99,25
2 1 4 0	Matériel et installations techniques	16 650 215	15 790 865	859 350	94,84
2 1 6 0	Transport de députés, d'autres personnes et de biens	144 734	106 222	38 512	73,39
2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	126 330	102 567	23 763	81,19
2 3 1 0	Charges financières	43 417	7 848	35 570	18,07
2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts	809 440	352 578	456 862	43,56
2 3 6 0	Affranchissement de correspondance et frais de port	48 509	36 058	12 450	74,33
2 3 7 0	Déménagement	109 118	92 345	16 773	84,63
2 3 8 0	Autres dépenses administratives	1 012 403	776 818	235 585	76,73
2 3 9 0	Activités EMAS, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen	2 113 051	2 108 261	4 790	99,77
3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel	4 061 691	3 352 946	708 745	82,55
3 0 2 0	Frais de réception et de représentation	231 165	128 026	103 139	55,38
3 0 4 0	Frais divers de réunions internes	31 535	17 093	14 442	54,20
3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations	413 874	216 484	197 389	52,31

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
3 0 4 9	Frais de prestations de l'agence de voyages	214 419	177 764	36 654	82,91
3 2 0 0	Acquisition d'expertise	3 409 225	3 151 657	257 569	92,44
3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques	2 841 227	2 613 383	227 843	91,98
3 2 2 0	Dépenses de documentation	2 069 812	1 976 050	93 761	95,47
3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers	168 672	89 340	79 331	52,97
3 2 4 0	Journal officiel	0	0	0	0,00
3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles	2 294 404	2 225 802	68 602	97,01
3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques	33 587 891	32 214 150	1 373 741	95,91
3 2 4 3	Centres des visiteurs du Parlement européen	22 296 350	18 590 328	3 706 022	83,38
3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers	9 997 811	9 456 101	541 710	94,58
3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires	2 058 578	1 929 283	129 295	93,72
3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle	10 733 317	10 722 199	11 118	99,90
3 2 4 9	Échanges d'informations avec les parlements nationaux	58 778	10 596	48 182	18,03
3 2 5 0	Dépenses afférentes aux bureaux de liaison	4 204 169	3 741 934	462 236	89,01
4 0 0 0	Dépenses administratives de fonctionnement et dépenses liées aux activités politiques et d'information	2 371 244	667 450	1 703 794	28,15
4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	0	0	0	0,00
4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes	0	0	0	0,00
4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	15 783 976	15 244 453	539 523	96,58
4 4 0 0	Frais de réunion et autres activités des anciens députés	0	0	0	0,00

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

Poste	Rubrique	Crédits reportés de droit de l'exercice (1)	Paiements sur crédits reportés de droit (2)	Crédits annulés (3) = (1) - (2)	Utilisés (4) = (2) / (1) (%)
4 4 2 0	Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne	0	0	0	0,00
5 0 0 0	Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes	263 471	75 178	188 293	28,53
5 0 1 0	Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes	0	0	0	0,00
	Total	**348 320 328**	**322 471 833**	**25 848 495**	**92,58**

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

ANNEXE V

EXÉCUTION DES CRÉDITS OUVERTS SUR RECETTES AFFECTÉES INTERNES

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 0 0 0	Indemnités	0	0	0	0	0	0	0	0	22 000	0	0	22 000
1 0 0 4	Frais de voyage ordinaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 0 0 5	Autres frais de voyage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 0 0 6	Indemnité de frais généraux	115 615	115 615	115 615	0	0	0	0	0	162 580	0	0	162 580
1 0 0 7	Indemnités de fonctions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 0 1 0	Couverture des risques d'accident et de maladie et autres charges sociales	64 279	64 279	64 279	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1012	Interventions spécifiques en faveur des députés handicapés	872	872	872	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1020	Indemnités transitoires	0	0	0	0	0	0	0	0	23 975	0	0	23 975
1030	Pensions d'ancienneté (FID)	64 635	64 635	64 635	0	0	0	0	0	221 124	0	0	221 124
1031	Pensions d'invalidité (FID)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1032	Pensions de survie (FID)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1033	Régime de pension volontaire des députés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1050	Cours de langues et d'informatique	138	138	138	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 2 0 0	Rémunérations et indemnités	560 506	560 506	560 506	0	0	0	0	0	505 589	55 262	55 262	450 327
1 2 0 2	Heures supplémentaires rémunérées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 2 0 4	Droits liés à la prise de fonctions, mutation, cessation de fonctions	23 776	23 776	23 776	0	0	0	0	0	12 000	0	0	12 000
1 2 2 0	Indemnités en cas de retrait d'emploi et congé dans l'intérêt du service	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 2 2 2	Indemnités pour cessation définitive de fonctions et système spécial de retraite pour les fonctionnaires et agents temporaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 4 0 0	Autres agents — Secrétariat général et groupes politiques	8 890 841	8 890 819	8 816 412	0	22	78 376	50 772	27 604	7 215 640	0	0	7 215 640
1 4 0 1	Autres agents — Sécurité	741 419	741 419	741 419	0	0	0	0	0	789 413	0	0	789 413
1 4 0 2	Autres agents — Chauffeurs au secrétariat général	4 844	4 844	4 844	0	0	0	0	0	602	0	0	602
1 4 0 4	Stages, experts nationaux détachés, échanges de fonctionnaires et visites d'étude	850	850	850	0	0	0	0	0	16 592	0	0	16 592

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 4 0 5	Dépenses d'interprétation	185 271	185 271	124 322	0	0	888	888	0	1 608 876	1 084 080	708 807	524 796
1 4 0 6	Observateurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 4 2 0	Services de traduction externes	0	0	0	0	0	10 409	9 989	420	2 401	0	0	2 401
1 6 1 0	Frais de recrutement	0	0	0	0	0	0	0	0	900	0	0	900
1 6 1 2	Apprentissage et développement	6 632	6 632	1 618	0	0	0	0	0	23 218	0	0	23 218
1 6 3 0	Service social	1 861	1 861	1 861	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1 6 3 1	Mobilité	15 043	15 043	15 043	0	0	0	0	0	16 328	7 000	0	9 328
1 6 3 2	Relations sociales et autres interventions sociales	26 821	26 821	26 821	0	0	0	0	0	49 286	0	0	49 286

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
1 6 5 0	Santé et prévention	973	973	0	0	0	0	0	0	855	0	0	855
1 6 5 2	Frais de restauration	11 730	11 730	11 730	0	0	500	0	500	0	0	0	0
1 6 5 4	Infrastructures d'accueil des enfants	4 495 067	4 495 067	3 861 241	0	0	74 289	74 289	0	4 860 956	0	0	4 860 956
1 6 5 5	Contribution du Parlement européen aux Écoles européennes de type II accréditées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 0 0 0	Loyers	10 314 160	2 740 168	2 595 473	7 573 992	0	342 550	279 489	63 062	3 369 104	7 000	7 000	3 362 104
2 0 0 1	Redevances emphytéotiques	3 490 000	3 490 000	3 490 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 0 0 3	Acquisition de biens immobiliers	2 349 613	2 349 613	2 349 613	0	0	854 000	0	0	631 234	556 948	556 948	74 286

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
2007	Construction d'immeubles et aménagement des locaux	442 870	442 870	13 854	0	0	376 000	290 367	85 633	582 890	0	0	582 890
2008	Gestion immobilière spécifique	32 297	32 297	21 770	0	0	206 972	179 411	27 561	6 440	0	0	6 440
2009	Construction et aménagement d'immeubles: Idealab	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2022	Entretien, maintenance, conduite et nettoyage des immeubles	817 655	817 123	501 108	0	532	439 732	389 547	50 186	813 336	100 000	57 866	713 336
2024	Consommation d'énergie	394 288	375 019	101 096	0	19 269	274 531	241 345	33 186	1 090 694	0	0	1 090 694
2026	Sécurité et surveillance des immeubles	171 290	171 289	29 869	0	0	392 226	321 106	71 120	405 224	203 293	0	201 931

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
2 0 2 8	Assurance	400	400	400	0	0	197 354	195 481	1 873	100 342	93 581	18 252	6 761
2 1 0 0	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Activités	9 702	9 659	9 659	0	44	33 851	33 177	674	247 724	143 638	46 619	104 087
2 1 0 1	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Infrastructure	5 000	5 000	0	0	0	3 000	3 000	0	58 103	0	0	58 103
2 1 0 2	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement Support général aux utilisateurs	0	0	0	0	0	20 446	20 446	0	151 448	134 207	97 929	17 241

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
2 1 0 3	Informatique et télécommunications — Activités récurrentes de fonctionnement — Gestion des applications TIC	3 500	3 500	0	0	0	25 174	25 174	0	56 221	56 221	0	0
2 1 0 4	Informatique et télécommunications — Investissements en infrastructures	633	633	633	0	0	57 081	57 081	0	238 187	225 099	168 996	13 087
2 1 0 5	Informatique et télécommunications — Investissements en projets	15 702	15 702	15 702	0	0	1 658	1 658	0	58 496	58 496	54 912	0
2 1 2 0	Mobilier	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 1 4 0	Matériel et installations techniques	73 031	72 776	45 859	0	254	93 350	91 585	1 765	74 338	0	0	74 338
2 1 6 0	Transport de députés, d'autres personnes et de biens	73 695	68 382	68 382	0	5 312	45	45	0	125 763	0	0	125 763

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
2 3 0 0	Papeterie, fournitures de bureau et consommables divers	7 530	7 530	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 3 1 0	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 3 2 0	Frais juridiques et dommages-intérêts	4 269	0	0	0	4 269	0	0	0	8 758	0	0	8 758
2 3 6 0	Affranchisse-ment de correspondance et frais de port	0	0	0	0	0	0	0	0	221	221	221	0
2 3 7 0	Déménagement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 3 8 0	Autres dépenses administratives	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
2 3 9 0	Activités EMAS, notamment la promotion, et dispositif de compensation des émissions de carbone du Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
3 0 0 0	Frais de missions et de déplacement entre les trois lieux de travail du personnel	5 205	5 205	5 205	0	0	0	0	0	7 736	0	0	7 736
3 0 2 0	Frais de réception et de représentation	0	0	0	0	0	0	0	0	1 282	1 282	1 282	0
3 0 4 0	Frais divers de réunions internes	0	0	0	0	0	0	0	0	3 811	0	0	3 811
3 0 4 2	Réunions, congrès, conférences et délégations	46 357	46 357	46 357	0	0	0	0	0	92 365	64	64	92 301
3 0 4 9	Frais de prestations de l'agence de voyages	3 119	3 119	3 119	0	0	0	0	0	4 139	0	0	4 139
3 2 0 0	Acquisition d'expertise	59 175	59 175	21 275	0	0	44 203	43 231	973	64 411	5 240	5 240	59 171

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
3 2 1 0	Dépenses pour les services de recherche parlementaire, y compris la bibliothèque, les archives historiques, l'évaluation des choix scientifiques et technologiques (STOA) et le Centre européen des médias scientifiques	200	0	0	0	200	74 525	74 525	0	0	0	0	0
3 2 2 0	Dépenses de documentation	40 478	40 478	11 139	0	0	0	0	0	349	0	0	349
3 2 3 0	Soutien à la démocratie et renforcement des capacités parlementaires des parlements des pays tiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 2 4 0	Journal officiel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 2 4 1	Publications numériques et traditionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
3 2 4 2	Dépenses de publication, d'information et de participation aux manifestations publiques	86 261	86 261	10 000	0	0	103 305	96 949	6 355	8 540	7 856	0	684
3 2 4 3	Centres des visiteurs du Parlement européen	997 598	995 532	503 536	0	2 066	2 831 015	2 644 607	186 408	4 817 468	3 919 868	251 654	897 600
3 2 4 4	Organisation et accueil de groupes de visiteurs, programme Euroscola et invitations de multiplicateurs d'opinion de pays tiers	242 346	242 346	86 248	0	0	362 635	172 526	190 109	1 149 435	262 500	186 782	886 935
3 2 4 5	Organisation de colloques et de séminaires	3 733	3 733	360	0	0	0	0	0	18 398	0	0	18 398
3 2 4 8	Dépenses d'information audiovisuelle	0	0	0	0	0	0	0	0	3 110	3 110	3 110	0
3 2 4 9	Échanges d'informations avec les parlements nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
3 2 5 0	Dépenses afférentes aux bureaux de liaison	426	0	0	0	426	0	0	0	1 355	0	0	1 355
4 0 0 0	Dépenses administratives courantes et dépenses liées aux activités politiques et d'information	223 163	223 163	6 356	0	0	182 834	182 834	0	3 208 008	438 600	438 600	2 769 408
4 0 2 0	Financement des partis politiques européens	746 634	746 634	746 634	0	0	0	0	0	13 338 427	10 117 950	10 117 950	3 220 477
4 0 3 0	Financement des fondations politiques européennes	25 168	25 168	25 168	0	0	0	0	0	1 961 656	1 946 782	1 946 782	14 874
4 2 2 0	Dépenses relatives à l'assistance parlementaire	1 206 298	1 206 298	1 206 298	0	0	0	0	0	1 046 205	0	0	1 046 205
4 4 0 0	Frais de réunion et autres activités des anciens députés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Poste	Rubrique	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (1)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (2)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (3)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et reportés à nouveau sur l'année suivante (4)	Crédits ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (5) = (1)-(2) [1]	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (6)	Paiments sur engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente (7)	Engagements ouverts sur recettes affectées reportés de l'année précédente et annulés (8) = (6)-(7) [2]	Crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (9)	Engagements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (10)	Paiements sur crédits ouverts sur recettes affectées de l'année en cours (11)	Report des crédits des recettes affectées de l'année en cours (12) = (9) - (10)
4 4 2 0	Coût des réunions et autres activités de l'Association parlementaire européenne	6 796	6 796	6 796	0	0	0	0	0	0	0	0	0
5 0 0 0	Dépenses opérationnelles de l'Autorité pour les partis politiques européens et les fondations politiques européennes	250	0	0	0	250	0	0	0	0	0	0	0
5 0 1 0	Dépenses afférentes au comité de personnalités éminentes indépendantes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10 1	RÉSERVE POUR IMPRÉVUS	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**37 110 013**	**29 503 378**	**26 357 890**	**7 573 992**	**32 643**	**7 080 950**	**5 479 522**	**747 428**	**49 277 555**	**19 428 300**	**14 724 275**	**29 849 255**

[1] À l'exception de la ligne 2000, pour laquelle les crédits non engagés en 2024 ont été reportés sur l'année suivante 2025 (voir colonne-4), à la suite de l'application de l'article 12, paragraphe 4, point b), du RF.
[2] À l'exception de la ligne 2003 pour laquelle les engagements non payés en 2024 ont été reportés sur l'année suivante 2025 (voir colonne-8), à la suite de l'application de l'article 12, paragraphe 4, point b), du RF.

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

ANNEXE VI

SITUATION DES RECETTES EN 2024

Article / poste	Rubrique	Budget total (1)	Droits constatés (2)	Droits reportés de l'année précédente (3)	Droits reportés de l'année précédente et annulés ou abandonnés au cours de la période de référence (4)	Total des droits (5) = (2) + (3) - (4)	Recettes perçues sur les droits constatés au cours de l'année de référence (6)	Recettes encaissées sur droits reportés de l'année précédente (7)	Total des recettes encaissées (8) = (6) + (7)	Total de la dette restante (9) = (5) - (8)
3 0 0 0	Impôt sur la rémunération	102 249 958	100 337 194	0	0	100 337 194	100 337 194	0	100 337 194	0
3 0 0 1	Prélèvements spéciaux sur les rémunérations	14 934 370	14 891 422	0	0	14 891 422	14 891 422	0	14 891 422	0
3 0 1 0	Contribution du personnel au financement du régime de pensions	95 401 645	103 628 794	0	0	103 628 794	103 628 794	0	103 628 794	0
3 0 1 1	Transferts ou rachats des droits à pension par le personnel	9 500 000	7 338 881	4 492	0	7 343 373	7 338 881	0	7 338 881	4 492
3 0 1 2	Contribution du personnel en congé au régime de pensions	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0
3 0 1 4	Contribution des membres du Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 1 0	Vente de biens immeubles – Recettes affectées	0	0	6 126 425	0	6 126 425	0	556 948	556 948	5 569 477

Article / poste	Rubrique	Budget total (1)	Droits constatés (2)	Droits reportés de l'année précédente (3)	Droits reportés de l'année précédente et annulés ou abandonnés au cours de la période de référence (4)	Total des droits (5) = (2) + (3) - (4)	Recettes perçues sur les droits constatés au cours de l'année de référence (6)	Recettes encaissées sur droits reportés de l'année précédente (7)	Total des recettes encaissées (8) = (6) + (7)	Total de la dette restante (9) = (5) - (8)
3 1 1	Vente d'autres biens	0	9 203	0	0	9 203	9 203	0	9 203	0
3 1 2 0	Locations et sous-locations de biens immeubles – Recettes affectées	0	2 382 081	31 841	13 458	2 400 464	2 381 287	2 400	2 383 687	16 777
3 1 2 1	Remboursement de frais locatifs – Recettes affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 2 0	Recettes provenant du produit de fournitures et de prestations de services et de travaux – Recettes affectées	0	18 364 219	897 316	8 126	19 253 410	17 968 452	889 191	18 857 643	395 767
3 2 1	Remboursements des indemnités de mission par d'autres institutions ou organismes – Recettes affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 2 2	Recettes provenant de tiers pour la fourniture de biens ou de services, ou l'exécution de travaux – Recettes affectées	0	4 748 010	633 713	1 562	5 380 160	4 326 641	626 079	4 952 719	427 441
3 3 0	Restitution des sommes qui ont été indûment payées – Recettes affectées	0	22 838 280	2 807 080	257 973	25 387 387	21 799 337	692 225	22 491 562	2 895 825

ELI: http://data.europa.eu/eli/C/2025/2817/oj

Article / poste	Rubrique	Budget total (1)	Droits constatés (2)	Droits reportés de l'année précédente (3)	Droits reportés de l'année précédente et annulés ou abandonnés au cours de la période de référence (4)	Total des droits (5) = (2) + (3) - (4)	Recettes perçues sur les droits constatés au cours de l'année de référence (6)	Recettes encaissées sur droits reportés de l'année précédente (7)	Total des recettes encaissées (8) = (6) + (7)	Total de la dette restante (9) = (5) - (8)
3 3 1	Recettes correspondant à une destination déterminée (revenus de fondations, subventions, dons et legs) – Recettes affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 3 3	Indemnités d'assurances perçues – Recettes affectées	0	50 971	364	0	51 335	34 631	364	34 996	16 339
3 3 8	Autres recettes provenant de la gestion administrative – Recettes affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
3 3 9	Autres recettes provenant de la gestion administrative	1 000	1 575 905	2 175 268	0	3 751 173	1 575 905	47 021	1 622 926	2 128 247
4 0 0	Revenus des fonds placés ou prêtés et des comptes bancaires	0	4 411 026	0	0	4 411 026	4 411 026	0	4 411 026	0
6 6 8	Autres contributions et restitutions – Recettes affectées	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	Total	**222 136 973**	**280 575 986**	**12 676 500**	**281 119**	**292 971 367**	**278 702 774**	**2 814 227**	**281 517 001**	**11 454 366**

ANNEXE VII

PROJET ADENAUER II – CHIFFRES CLÉS

(en millions d'euros, valeur d'octobre 2012)

	Coûts estimés 2009-2012	Coûts au 31.12.2024	Sous-utilisation/ dépassement
I. Travaux de construction (juillet 2013)	**432,8**	**415,3** **Dont: Espace visiteurs «Europa Experience» (12)**	**- 17,5**
II. Autres			
Gestion du projet	57,7	127,4	69,7
Coûts de financement	119	5,6	- 113,4
Terrain/assurance/services	2,4	29,1	26,7
TOTAL	**611,9**	**577,4**	**- 34,5**
Travaux préparatoires et géothermiques		16,8	16,8
Compensations pour retards		31,8	31,8
«Finitions», maintenance, sécurité		27,0	27,0